Construisons ensemble les Hautes-Alpes que nous aimons



Notre candidature a pour objectif d'apporter un nouveau souffle.

Nous proposons un projet en phase avec la réalité de nos territoires ruraux.

Défendre nos territoires ruraux et redonner du pouvoir à nos collectivités.

Reconstruire nos services publics, pour que l'État assume son rôle de grand bâtisseur et réponde présent au défi du réchauffement climatique. Il faut aider et protéger nos agriculteurs, nos commerçants et nos artisans locaux. Faire en sorte que nos ainés qui ont travaillé dur vivent bien et que nos jeunes puissent trouver leur place dans ce monde.



Rémi Roux - Candidat - 33 ans

Conseiller Départemental de l'Argentière La Bessée – Professeur des écoles

Né à Briançon, j'ai grandi à L'Argentière La Bessée. Elu de terrain, je connais l'esprit de ce territoire et les gens qui y vivent. Notre département a de nombreux atouts qu'il faut défendre et valoriser. Je sais qu'ensemble nous avons les ressources pour répondre aux enjeux de demain.

Chantal Monino – Suppléante – 60 ans Elue municipale de la commune des Crots – Infirmière

Infirmière à l'hôpital d'Embrun depuis plus de 30 ans, Chantal est très attachée à la défense des services publics notamment la défense de l'hôpital public dont elle a défendu l'intérêt des patients et des soignants en tant que déléguée du personnel.



Construisons l'avenir ensemble

- Rendre notre modèle social plus juste : Prendre en compte la pénibilité du travail dans le calcul des trimestres de cotisations de retraite. Faire en sorte que ceux qui ont commencé à travailler tôt puissent partir à la retraite à 60 ans, mettre davantage à contribution les revenus du capital dans le financement de notre modèle social. Indexer les pensions de retraite inférieures à 1500€ sur l'inflation.
- Construction d'un nouvel hôpital sur l'Embrunais pour répondre aux besoins du territoire. Sortir l'hôpital public de la logique comptable de la tarification à l'activité (T2A) et affecter les moyens selon les besoins et les spécificités des territoires. Création de lits d'hôpitaux et de personnels soignants.
- Lutter contre la désertification médicale en finançant la formation de spécialistes (ophtalmologues, dermatologues, dentistes) en échange d'une obligation d'installation médicale pendant 10 ans selon les besoins du territoire.
- Suppression définitive du passe vaccinal et de l'obligation vaccinale pour le personnel soignant et les pompiers volontaires.
- Nos écoles représentent l'avenir de nos enfants : Aucune fermeture de classe sur le territoire. Revaloriser le métier d'accompagnant des élèves en situations de handicap (AESH) dans les écoles. Encourager la formation en alternance pour faciliter l'insertion dans la vie professionnelle.
- Soutenir le projet de création de la Haute Ecole du Bois à L'Argentière La Bessée.
- Faire de la culture un pilier d'un tourisme quatre saisons qui valorise l'histoire locale. Proposer une loi pour la protection des archives historiques et aider les projets à émerger (exemple : site de Rame à Champcella).
- Agir en faveur de la protection animale : Soutenir les refuges qui accueillent des animaux errants. Renforcer la prévention contre l'abandon et alourdir les sanctions contre la maltraitance animale. Interdire l'expérimentation sur les animaux lorsqu'il existe la possibilité d'avoir recours à des méthodes alternatives.
- Redonner du pouvoir à nos territoires : mettre fin à l'obligation du transfert obligatoire de la compétence de l'eau et de l'assainissement des communes aux intercommunalités, encourager la reprise publique du site d'enfouissement des déchets de Ventavon. Donner le pouvoir aux maires des communes rurales d'avoir la possibilité d'interdire l'installation de grandes entreprises sur leur commune lorsque celles-ci viennent perturber l'équilibre économique des centres villes.

- Défendre le service public du train dans les Hautes-Alpes et améliorer l'offre de service aux usagers. Préserver nos gares ouvertes et leurs personnels. Préserver les lignes de train Briançon - Gap et Gap - Grenoble ainsi que le train de nuit Briançon - Paris et améliorer son système de réservation.
- Protéger nos artisans et commerçants face aux grandes entreprises multinationales : Mettre en place le critère de « coût environnemental » dans l'attribution des marchés publics afin de favoriser les entreprises locales. Voter une loi pour taxer les entreprises qui ont leur siège social à l'étranger et leur activité économique en France.
- Engager notre territoire vers une économie décarbonée et engager une diversification de notre économie afin de créer de l'activité tout au long de l'année, encourager « l'industrie verte » créatrice d'emplois. Profiter de l'installation de la fibre optique pour favoriser la création et l'installation d'entreprises afin que les jeunes puissent travailler, se former et rester vivre dans les Hautes-Alpes.
- Engager une transition écologique ambitieuse : investir massivement dans l'isolation des bâtiments (maisons individuelles, HLM, écoles, bâtiments publics et privés). Renationaliser EDF pour en faire un géant des énergies renouvelables et investir dans la sécurisation du parc nucléaire. Réguler les prix de l'électricité et sortir d'une logique de marché.
- L'Etat doit assumer son rôle de bâtisseur et investir dans nos infrastructures. Améliorer et sécuriser la RN 94 : col du Lautaret et ses tunnels, mener à bien le projet de déviation de la Roche de Rame, maintenir la gestion publique du barrage de Serre-Ponçon. Aider à la mise en place de modes de transport alternatifs lorsque cela est approprié (liaisons par câble, navettes électriques...).
- Nos agriculteurs sont la fierté de notre territoire car ils nous nourrissent. Il faut défendre les agriculteurs et les éleveurs pour leur permettre de vivre de leur activité. Cohabitation de tous les acteurs au sein de la biodiversité : éleveurs, touristes, promeneurs, faunes, flores, chasseurs. Mieux communiquer et partager les pratiques à adopter en milieu naturel. Remplacer le mercredi de jour de chasse par un autre jour de semaine.
- Accueillir dignement les réfugiés qui passent la frontière pour une durée limitée. Dans le même temps lutter activement contre les réseaux de passeurs.
- Faire voter une loi pour renforcer la lutte contre la corruption, les conflits d'intérêts entre le monde politique et économique et intensifier la lutte contre la fraude fiscale.